

Session 1

Fonctionnement et mobilisations des Assemblées Locales en 2020

Samedi 21 novembre de 10H à 12H

Animation : Elsa Pietucci (Emmaüs France)

Déroulé de la session :

- Introduction :
 - o CRID : Bilan EGM 2020
 - o CCFD Terre Solidaire : perspectives et rappel du programme de la session nationale
- Retour d'expérience des Assemblées Locales (AL) Vaucluse, Sarthe, Bordeaux
- Temps d'échange

Introduction générale

Henri Lefebvre / CRID : éléments de bilan

2020 : 3ème année des EGM. Où en est-on ?

Objectifs 2018 : mettre en place un contre-pouvoir face à la loi asile immigration, construire des propositions pour une politique migratoire alternative, poser les bases d'un mouvement d'opinion contre l'opinion négative et la vision erronée du fait migratoire. Aboutit à un grand moment de session nationale, rédaction des cahiers de doléance et des faits inacceptables.

En 2019 : nombreuses actions de mobilisation autour des élections européennes, moins de coordination (moins de force salariée). Enjeu majeur de la session nationale 2019 : le besoin de restructurer les EGM pour la suite du mouvement. Trois grandes idées :

- La réaffirmation de l'autonomie des AL et de leur légitimité à prendre des décisions au nom des EGM sur leur territoire.
- L'organisation du travail collectif entre organisations nationales et AL au sein de « groupes chantiers ».
- La réorganisation du groupe de facilitation (GF) : entre mission de coordination, de communication et un rôle de prise de parole politique au niveau national. L'importance d'ancrer actions et prises de parole dans le manifeste est réaffirmée.

En 2020 : 6 groupes chantiers + des groupes de travail spécifiques (ex. ouvrage sur idées fausses ou préparation session nationale) réunis des dizaines de fois, à chaque fois une dizaine d'acteurs nationaux ou locaux sur des thématiques différentes. GF : travail d'équilibrage de représentations des AL, réuni plus d'une quinzaine de fois.

Année marquée par la pandémie et la crise liée, impact sur le type d'actions menées.

Très gros travail au sein des EGM qui aboutit à des productions :

- Campagne élections municipales, rédaction d'une charte pour les candidats, renforcement du lien avec d'autres organisations comme le Pacte et l'ANVITA.
- Mineurs isolés étrangers : enquête interne au réseau + journée de travail thématique en octobre.

- Outils pratiques pour organiser les mobilisations ou donner des outils aux AL (cf. fiche rdv préfecture).
- Partage d'infos (question européenne, situation frontière gréco-turque) et prises de position (au moment du covid, lettre ouverte pour demander la régularisation signée par plus de 300 organisations).
- Engagement des EGM dans la Convergence des appels à la régularisation : liens créés avec des réseaux locaux et nationaux comme le collectif inter-orgas Rennes, la Marche des Solidarités, l'ANVITA, et les collectifs de sans-papiers en France. Appui aux marcheurs de l'Acte III dans les territoires et communication autour de cette marche.
- Finalisation de l'ouvrage idées fausses sur les migrations.
- Réactions régulières à l'actualité, notamment sur les réductions de libertés associatives, les restrictions à Briançon, Calais, la situation à Moria, etc.

Dans un contexte très négatif, avec une thématique migratoire instrumentalisée par les politiques, des situations catastrophiques sur le plan humanitaire en Europe et dans le monde, mobilisation extrêmement forte plus que jamais nécessaire.

Deux axes à dégager pour 2020 :

- **Renforcement important du lien entre AL et organisations nationales des EGM pour porter projets en commun et actions de terrain. Logique de lien dans les territoires.**
- **Stratégie d'alliance pour mieux s'articuler avec d'autres mouvements sociaux.**

Nina Marx /CCFD Terre Solidaire : perspectives et programme de la session nationale

Objectifs pour cette session nationale :

- Témoigner de la réalité vécue dans nos territoires.
- Faire un bilan de cette année si particulière (en lien avec Covid et par rapport aux objectifs fixés en 2019)
- Dessiner des perspectives pour 2021 et fixer des priorités.

Nécessité de rester centrés sur ces points : on ne traitera pas par ex des questions de fonctionnement, et on n'aura pas l'occasion de laisser vraiment de la place à nos partenaires.

Deux ambitions/sentiments :

- Penser les actions dans le contexte d'une crise sanitaire forte qui débouche sur une crise sociale, éco, etc. EGM très mobilisés (ex : recensement des outils et des dispositifs mis en place en période de confinement). Important de continuer en 2021.
- **Penser les EGM en complémentarité avec les autres dynamiques collectives comme le Forum Social Européen pour les migrations**, à la fois pour affirmer spécificité des EGM, et avoir un impact sur l'opinion publique et les politiques mises en œuvre. Revenir au sens des mots « Etats généraux » : comment on mobilise la population pour **s'engager dans un rapport de force et se faire entendre.**

Session en 4 temps :

- Retour des AL et territoires pour partager un constat commun, établir un diagnostic.
- Réflexion des groupes chantiers sur leur action et leurs perspectives 2021.
- Questions autour de la campagne régularisation des sans-papiers, bilan.
- Partage de ce qui s'est passé dans les ateliers pour réaffirmer la dynamique collective.

La parole aux Assemblées locales :

Valérie Rosier / AL Sud Drôme Nord Vaucluse

Spécificité : AL en milieu rural, d'où réalité différente.

Sa création :

A l'origine de la *Plateforme des Comités d'Accueil de Réfugiés en Drôme-Ardèche et Vaucluse (CARDAV)* créée en 2015 (moment de l'afflux d'exilé.es), la multiplication de collectifs spontanés de citoyens qui veulent faire leur part. Volonté de se relier et besoin de se rassembler géographiquement avec deux objectifs :

- Echanger les expériences sur l'accueil : des familles nombreuses sont hébergées dans les villages, plus facile en milieu rural que dans les centres urbains engorgés.
- Peser sur les institutions. Constituer une force d'influence grâce à l'union.

La nécessité d'une charte commune qui définit clairement le principe d'un accueil inconditionnel apparait (établie en 2016). Essentiel de proposer un traitement digne aux personnes dont les pouvoirs publics refusent la prise en charge en raison de leur statut administratif.

Besoin aussi de se retrouver dans des réunions périodiques. Fondation de la Fête de la fraternité en 2015 : date de rdv annuel, dernier dimanche de janvier jusqu'en 2020. Rencontre des familles de réfugiés et la population autour de partages culturels, chants, danse, cuisine. Prises de paroles de personnalités invitées. Décision dans ces fêtes d'ouvrir une caisse de solidarité. Ce fonds commun permet de dépanner les collectifs ou les familles dans des situations financières compliquées.

Les problèmes liés à la ruralité :

- Eloignement des centres administratifs (longs trajets en voiture pour rejoindre préfecture, Grenoble, Paris, etc.)
- Barrière de la langue dans les rapports avec l'administration faute d'interprète présent dans les RDV.
- Insertion professionnelle des adultes difficile : peu de propositions d'emploi.

Mais aussi avantages pour les enfants : grande chance de se retrouver dans des villages et petites communes où tout le monde se connaît. Liens faciles à créer.

Sa réception :

Préjugés de la population locale liés à la méconnaissance, mais positions ont bougé. On fait avancer les consciences. Position des élus face à l'accueil contrastées : certains très bienveillants (ex de l'ancien sous-préfet de la Drôme), d'autres en opposition forte.

Dans cette évolution, importance de l'outil [blog](https://refugiescollectifsdrômesud.wordpress.com/) :

<https://refugiescollectifsdrômesud.wordpress.com/>

La création d'un blog permet aux citoyens isolés qui veulent aider de trouver les informations. Permet les collectes etc. Beaucoup de courriers, d'appels. Outil majeur.

Ses liens avec structures et organisations :

- Relations avec les CAO d'Avignon, d'Alès.
- Soutien par dons et collectes à La Roya, Briançon, les camps en Grèce.
- Aide au réseau RESF Avignon par l'accueil de mineurs Isolés

Sa participation aux actions collectives, par ex :

Marche de la Roya à Calais (avec passage difficile à Orange, fief FN !) en 2018.

Cordée solidaire au col de l'Echelle

Mobilisation aux frontières en 2019.

Marche des solidarités pour la régularisation des sans-papiers en 2020.

Conclusion : le fait **d'être vraiment un collectif de citoyens au départ permet d'ouvrir à beaucoup de gens**. Question : comment continuer à agir dans un contexte de crise ? En poursuivant le travail commencé mais aussi **en faisant exister une autre Europe, notamment par le développement du réseau des villes et territoires accueillants**.

Antoine Boutet / AL de la Sarthe

A sa création l'AL prend appui sur RESF. Aide à la régularisation, accompagnement juridique, intervention politique. Avec l'arrivée de la Cimade au Mans, il y a 5-6 ans partage des rôles, la Cimade s'occupe des personnes seules, RESF des enfants scolarisés.

Elargir et construire un langage commun :

Conscience **forte de la nécessité de gagner du terrain sur l'opinion**, pour cela il faut élargir le plus possible la participation aux EGM. La première session réunit plus de 200 personnes à l'université au Mans. Pour construire un front commun il faut enlever toute idéologie, supprimer ce qui fait divergence. Pas facile, mais nécessaire pour peser face aux politiques. De dix à vingt signatures d'organisations sur chaque courrier en direction des élus ou de la préfecture. Pour atteindre cet objectif d'union, d'abord mailing large aux associations puis nombreux amendements des courriers négociés avant envoi.

Mais constat de recul, perte de terrain (cf. enquête de l'IFOP novembre 2020 55% des Français favorables à la suppression du regroupement familial) :

Sur des problèmes bien spécifiques, on n'arrive plus à interpeller les élus locaux, ils tournent le dos, pas de réponses aux lettres, aux demandes de rdv (sauf sur l'instauration du délai de carence de 3 mois pour l'accès AME).

Beaucoup de fragilité par rapport à ce que l'AL aimerait produire. **Interrogation également sur la capacité des EGM au plan national à réagir rapidement** : ex au moment de l'incendie du camp de Moria. Emotion forte, nécessité de se saisir de cette émotion. Or rien n'a été organisé nationalement (même si rappelle A.Vernay du GF, signature d'une pétition); AL en attente, tentative de rassemblement au plan local, mais peu d'impact. Période de pandémie certes, mais la question subsiste.

Annick Vernay et Philippe Mora / AL Bordeaux

Quelques étapes 2017-2020 :

EGM 33 BORDEAUX créés en 2017, issus d'un collectif Solidarité Réfugiés 33, acteurs déjà bien rodés au travail commun de défense des exilé.es depuis 2015.

Participation à l'élaboration du manifeste à Montreuil en 2017.

En 2018, production du « Livre noir de l'inacceptable » : témoignage de vécu inadmissible, livret consultable. Expérience renouvelée en 2019, pour dénoncer l'hébergement, les instructions des dossiers par les services de l'état, le durcissement de la politique migratoire avec la loi Collomb. Organisation d'un débat avec avocats et juristes sur les points liberticides, ouvert à un public large, pas toujours militant.

Lancement officiel de l'AL avec un film reprenant les paroles des militants de Gironde, sous l'intitulé « L'état hors la loi ». Appui logistique d'une salle militante. 1^{ère} manifestation publique en octobre 2018 en soutien à l'Aquarius.

En 2019 : validation des EGM qui se fait, se diffuse. AL 33 Bordeaux participe au Groupe de facilitation (GF), intègre des groupes chantiers.

Été 2019 : expulsions de masse, mobilisation citoyenne pratiquement tout l'été, canicule terrible à supporter. Lettres à la préfecture sans réponse, aucune solution apportée. Ouverture du squat de Cenon « Zone libre » suivra. Actions dans l'espace public, comme lors de l'ouverture d'un musée, manifestation surprise, militants mêlés à la foule.

18 décembre : journée des migrants manifestation devant l'OFII. Dénonciation du fonctionnement de la carte ADA : débit minimal de 1 euro et assujettissement à se fournir dans des magasins équipés de terminaux, donc ne plus avoir le droit de choisir sa nourriture.

Une année 2020 active :

- Rassemblement pour la régularisation des sans-papiers (300 personnes)
- Rencontre maire de Bordeaux : position favorable sur la charte. Municipalité en démarche d'ouverture et facilitation sociale.

Pendant le 1^{er} confinement soutien alimentaire. Demandes à la préfecture, métropole et collectivités locales. Renfort de la part d'étudiants, de citoyens venus de tout bord. Courriers co-signés par les associations, idée de fédérer le plus possible des associations.

2eme confinement : mêmes actions. Poursuite de l'aide alimentaire et soutien scolaire. Confinement complet décidé par les associations qui font de l'accueil pour les mineur.es non accompagnés.es. Précautions sanitaires recommandées ont été prises, tout en conservant un accueil chaleureux. Aucun cas de COVID. Point délicat sont les squats : sur les 80 familles quelques cas positifs vite soignés.

Septembre : concert de soutien au squat de la Zone libre. 5 squats sont expulsés par la préfète sans solution d'hébergement. Situation dénoncée.

Perspectives : agir pour l'hébergement. Action auprès de la préfète : mise en demeure, demande de réquisition des logements inoccupés. Proposition de convention à l'amiable entre propriétaires de logements vides et associations. Action en justice par rapport à la préfecture car les personnes en grande détresse ont le droit au logement même si elles n'ont pas de papiers. Lorsque les bailleurs sociaux à Bordeaux proposent de prêter des logements vides, la préfète intervient pour dire non s'il s'agit de personnes sans titre de séjour.

Temps d'échange

LDH Paris :

Situation particulière en région parisienne où les EGM n'existent pas. D'autres structures comme la Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA) ou l'Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE) sont en place.

Question : **quelle est la valeur ajoutée des EGM par rapport à tous les collectifs nationaux ?**

Permettre à des citoyens de prendre la parole. Quels sont les sujets qui ne sont pas abordés par ces grands collectifs nationaux ? Exemple : la question de la régularisation sur laquelle sont essentiellement investis les syndicats, notamment la CGT. Quelle peut être la plus-value des EGM sur ce terrain ?

Réponses GISTI et CCFD : existence EGM à Paris (mailing list).

Réponses du CRID et de l'AL Loire sur la question du lien avec les syndicats : « Solidaires » présent au GF jusqu'à il y a quelques mois. UD CGT dans AL Loire et syndicats impliqués dans les actions.

François : EGM ont toute leur place dans le monde rural.

Val de Marne : pas de force d'attractivité des EGM.

Tous migrants 05 : localement les EGM sont, en tant qu'AL, pas du tout intégrés dans les actions militantes des uns et des autres. Concernant Briançon, avant la constitution des EGM, concertation entre les différentes associations, plateforme qui existait. Aujourd'hui : actions de terrain toujours fréquentes et importantes. Militants tellement submergés sur le terrain que les EGM restent lointains.

LDH Paris :

Sur la campagne « Régularisation », **besoin de pédagogie pour faire connaître et comprendre en régions ce qu'est la Marche des Solidarités.** Mouvement très parisien, avec une manière d'écrire, de se positionner spécifique et pas toujours facile à rejoindre. Enjeu important pour l'acte IV le 18 décembre sinon risque de « flop ».

Réponses : perception différente, soutiens importants à la Marche et aux marcheurs en province, départs de plusieurs régions.

AL Sud Drôme Vaucluse :

A la création des EGM, la relation avec les collectifs existants s'est faite naturellement, les outils proposés ont été utilisés. A la différence des centres urbains qui ont des organisations constituées depuis longtemps (Cimade etc.) on a affaire à des citoyens plus qu'à des militants. **Revenir au citoyen un peu lambda est sans doute un moyen de régénérer un mouvement qui s'essouffle.**

AL Sarthe :

Deux catégories de militants, ceux des organisations classiques et ceux qui veulent intensifier le rapport de force. La Cimade, les syndicats, la LDH sont dans le dialogue avec les institutions, les associations qui ont des délégations de service public. Démarche contestée par ceux qui veulent pousser la porte, avec un rapport de force plus ferme.

La question est celle d'une atteinte toujours plus grande de la part des pouvoirs publics aux droits fondamentaux ; ils sont aujourd'hui allégrement enjambés et cela n'interpelle pas les élus. Une session a été organisée avec des avocats sur cette évolution.

Collectif Isère :

Difficulté à créer un réseau EGM. **Nécessité d'instaurer un dialogue avec les collectivités, de les intégrer dans la démarche pour établir un rapport de force vis-à-vis de l'opinion.** Exemple de la création d'une association pour mettre en place convention entreprise : syndicats facilitant l'accès au travail.

Nancy :

Préoccupation partagée que constitue la non-réponse de la préfecture.

AL 33 Bordeaux :

Plaidoyer, courriers, travail de mobilisation pendant le confinement, payants. Avancées dans les échanges avec la municipalité. RV prévu, mise en place de groupes de travail sur les questions notamment de la gratuité des transports, de l'accès aux soins.

INTERCO Cévennes

Pas d'EGM, problème de distance et de disponibilité. Mais Interco sur le Clermontois.

A Montpellier : tournant avec la création d'un collectif de sans-papiers. Soutien pour revendiquer la fermeture des CRA, papiers pour tous et hébergement. Demande la régularisation aux préfectures.

Important d'avoir un droit de réponse face aux médias.

Conclusion :

Année 2020 : bien remplie, mobilisation, nombreuses initiatives des AL. 2021 parait aussi chargée.

Annexe 1 – Liste des participant·es

54 participant·es

AMIC

Assemblée locale de Besançon

Assemblée locale de Bordeaux (x4)

Assemblée locale de Caen (x2)

Assemblée locale de la Loire

Assemblée locale de la Sarthe

Assemblée locale de Nancy (x2)

Assemblée locale de Paris

Assemblée locale du Tarn

Assemblée locale Sud Drôme Nord Vaucluse (x2)

Association juvisienne pour l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile

Association Solidarité Territoires d'Albertville

Association Tremplin Gironde

CCFD Terre Solidaire

CCFD Terre Solidaire – Réseau Migrations

Cercle de Silence de Villefranche sur Saône

Collectif d'accueil du Pays de Lorient

Collectif Sète Terre d'Accueil

CRID (x2)

Emmaüs France (x2)

Fasti

Gisti

La Cimade Montreuil

Ligue de l'Enseignement / FOL Savoie

Ligue des Droits de l'Homme (x2)

Ligue des Droits de l'Homme 90

Ligue des Droits de l'Homme Belfort

Ligue des Droits de l'Homme Charente

Migrants en Isère

Mouvement pour une Alternative Non Violente

Permanence Migrants des Rigoles (Paris 20ème)

Réseau AMY

Tous Migrants 05 (x3)

Un toit c'est tout 42

VoxPublic (x3)

Coordination EGM

+ 5 personnes n'ayant pas précisé leur identité dans leur pseudo.

Annexe 2 – Copie des échanges écrits du fil de discussion public

Ont été retirés de ce fil d'échange les indications techniques, les symboles de demande de prise de parole, et les « + » et « - » se rapportant à des propos oraux non retranscrits dans le fil.

[09:54] Denis LAURENT Tous Migrants 05 : Pour info, aucune difficulté de branchement, très rapide. Est-ce une visio "libre" ?

[09:55] Denis LAURENT Tous Migrants 05 : ...par opposition au GAFA...

[09:56] Henri Lefebvre - CRID : oui

[09:57] Henri Lefebvre - CRID : si tu veux plus d'infos sur big blue button : <https://fr.wikipedia.org/wiki/BigBlueButton>

[10:07] Erika Campelo, VoxPublic : Lien vers le cloud (des docs ont été mis en ligne par l'AL Sarthe et l'AL Sud Drôme Nord Vaucluse) :

<https://nuage.crid.asso.fr/index.php/s/cgerAbBd3aaiMKK/authenticate/showShare>

Code : #SN2020egm

[10:08] Antoine Boutet : ?

[10:37] Patrick AL Briançon - Tous Migrants : Quels liens de cette plateforme avec les EGM ?

[10:41] riteamodo : La plateforme CARDAV correspond à l'AL Sud Drome Nord Vaucluse

[11:00] Billotte : Je réagis à l'intervenant de la Sarthe par une question: si il part du constat que l'on perd du terrain, alors pourquoi ne remet'il pas en cause la stratégie actuelle? Celle-ci peut être en partie en cause dans notre recul, ce qui voudrait dire qu'il faut peut être en changer. Peut être que

c'est dû au plus petit dénominateur commun qui permet de regrouper, ou est ce un problème de média mainstream dans lesquels on n'intervient pas, etc...

[11:03] Henri Lefebvre - CRID : Je partage le lien vers le livre noir de l'AL 33 sur le site des EGM : <https://eg-migrations.org/EGM-Gironde-Livre-noir-2018-et-Livre-des-Faits-Inacceptables-et-accueil-2019>

[11:04] Henri Lefebvre - CRID : J'en profite pour remettre aussi le lien vers les cahiers des faits inacceptables et des alternatives basé sur les cahiers de doléances des AL de 2018 : <https://eg-migrations.org/Le-cahier-des-faits-inacceptable-et-le-cahier>

[11:11] Henri Lefebvre - CRID : Bonjour @Billotte. Je ne comprends pas exactement en quoi la stratégie des EGM est celle de plus petit dénominateur commun ? Le manifeste me semble assez ambitieux et précis, et a créé des dissensions avec certaines organisations. Pour rappel, le manifeste : <https://eg-migrations.org/Manifeste-des-Assemblees-Locales-reunies-pour-la-1ere-session-pleniere-des>

[11:12] Antoine Boutet : Je réponds à Billotte : la stratégie des politiques et de marginaliser nos interventions qui sont pourtant en appuis des droits fondamentaux. Le plus petit dénominateur commun reste sur cette base.

[11:14] Billotte : Si j'ai compris l'intervention de la personne de la sarthe, elle a bien précisé que pour avoir un certain nombre de logos d'association, il fallait ne pas évoquer un certain nombre de choses et utiliser un langage commun. Je pense qu'effectivement construire un langage commun est important mais que le gouvernement est en guerre contre les migrants, et que commencer par penser que le covid nous empêche me paraît pas à la mesure des enjeux

[11:15] Henri Lefebvre - CRID : Merci @Billotte, c'est plus clair pour moi

[11:17] Billotte : Se remettre en cause, ce ne serait pas une mauvaise chose, ne serait ce qu'à considérer les moyens mis pour la marche des sans papiers et la non réponse du gouvernement ainsi que le silence des médias

[11:17] Valérie Rosier AL Sud Drôme Nord Vaucluse : En réponse à la discussion : nous dépendons trop des fluctuations de l'opinion publique régies par les médias : période positive envers les migrants puis brusque revirement selon l'actualité, et les attentats etc...

[11:18] Philippe (Tarn) : à Billotte

Perte de terrain,

Les « politiques » ne veulent plus prendre le risque sur le sujet tabou "Migration" puisque ce n'est pas porteur au niveau électoral.

[11:18] Valérie Rosier AL Sud Drôme Nord Vaucluse : Trop dommage par ex que la marche des solidarités moment historique ait été si peu relayé.. on devra peut-être réfléchir à l'écho donné à nos actions, qui restent essentielles indépendamment de l'écho ou du peu d'écho qu'on leur donne

[11:21] Denis LAURENT Tous Migrants 05 : Le silence assourdissant suite à la Marche des solidarités a été, malgré le contexte Samuel Paty, stupéfiant. Et parallèlement, la politique de + en + sécuritaire de Darmanin a un impact concret sur la répression concrète vis à vis des migrants et des militants. Cf Briançon ces jours-ci.

[11:23] Billotte : entièrement d'accord et je crois qu'on a loupé quelque chose à la fin de la marche: certains parlaient de faire une occupation de lieu mais on a préféré le tout sécuritaire, ce que je peux comprendre mais le résultat, c'est : flop. Par contre cela a eu un double impact chez les marcheurs: un élan collectif et un grand désappointement

[11:26] Violaine Carrère (Gisti) : Sur les EGM-Paris, je ne sais pas où ils en sont, mais je reçois régulièrement des mails sur une liste "EGM-Paris". L'adresse mail est <paris.5.13@ldh-france.org>

[11:26] Nina CCFD-Terre Solidaire (national) : oui moi aussi !

[11:26] marie-therese colin : Merci Hortense, je suis d'accord avec toi.

[11:28] Jean-François Peyrard : Au niveau de l'AL Loire, les syndicats sont impliqués dans nos actions de façon régulière. L'UD CGT est très impliquée dans nos réunions mensuelles où, hors contraintes COVID, nous nous rassemblons 40 à la Bourse du Travail de Saint-Etienne.

[11:32] Henri Lefebvre - CRID : Au niveau national, l'Union syndicale Solidaires a longtemps été impliquée dans le groupe de facilitation notamment. Elle est un peu en retrait ces derniers mois (période de renouvellement des instances en interne). Le renforcement des liens avec les syndicats est en effet un enjeu pour les mois qui viennent à mon avis, les liens avec la marche des solidarités peuvent permettre ça également.

[11:33] Annick VERNAY : Appel fait par GR pour répondre au niveau des EGM pour Moria

[11:34] Denis LAURENT Tous Migrants 05 : Pour précision, sur le 94, les syndicats CGT et Solidaires sont très actifs. Est-ce une raison de l'absence de relais EGM et l'identification en tant qu'AL possible ?

[11:34] Violaine Carrère (Gisti) : Pourtant, la Marche nationale est partie de plusieurs points de France : Marseille, Lyon, Strasbourg, via le collectif du 18 décembre...

[11:36] Patrick AL Briançon - Tous Migrants : Le 18/12 doit être un temps fort pour les EGM

[11:36] marie-therese colin : Je peux apporter mon témoignage personnel. Je suis sur le terrain complètement débordée. J'ai commencé à prendre part aux EGM Nancy Meurthe et Moselle, et aux marches de solidarité, cercles de silence RESF etc.. J'ai conscience de l'importance de relayer et d'agir ensemble et mobiliser, mais vraiment, à l'heure actuelle, c'est difficile d'être sur tous les fronts. Comment faire?

[11:36] Jean-François Peyrard : A l'occasion du passage à Lyon de la Marches des Solidarités, lors de la manif du 3 octobre (2000 participants) nous étions présents, en tant qu'AL Loire, avec une banderole EGM : "Résistons les bras ouverts"

[11:38] Christine Clément RAMY (78) : Témoignage dans les Yvelines : Comité des Tilleuls de Triel sur Seine qui comprend effectivement à des citoyens, non militants, et des militants plus "anciens" d'intervenir ensemble

[11:41] Philippe (Tarn) : ++++ Prérogatives données aux préfets sont inquiétantes

[11:42] Jean-François Peyrard : L'enjeu des EGM, c'est bien de réussir à fédérer à la fois les organisations nationales et syndicales qui existent au plan local (+ les orgas et mouvements politiques) et tous les citoyens solidaires qui se regroupent dans des associations de terrain, très locales.

[11:44] Jean-François Peyrard : Dans la Loire, nous réunissons jusqu'à 60 assos et orgas pour des prises de position, comme hier à l'occasion du 20 novembre, jour anniversaire de la CIDE, par rapport aux jeunes non reconnus mineurs et laissés à la rue.

[11:46] Patrick AL Briançon - Tous Migrants : Perspective : quel appel ds EGM pour le 18/12 ? Je n'ai rien trouvé sur le site. A briançon nous préparons une action, il y a t'il une banderole EGM en préparation ?

[11:46] Francis Dégardin Cercle de silence Villefranche-sur-Saône : à ta santé Antoine (Boutet) ...

[11:47] Valérie Rosier AL Sud Drôme Nord Vaucluse : l'échelon municipal est bien plus porteur et constructif que les autres

[11:49] marie-therese colin : Mais quelles chances pour un Droit au travail discrétionnaire du préfet quand les consignes gouvernementales sont contraaires.

[11:50] Gilbert Pedot : d'accord avec Marie-Thérèse

[11:52] Gilbert Pedot : L'éditorial :

<https://www.facebook.com/ldhsectiondenancy/photos/a.1286819084802607/1877728089045034/>

[11:52] Billotte : merci !

[11:54] Francis Dégardin Cercle de silence Villefranche-sur-Saône : Je rappelle la conclusion de Nina Marx (en intro) sur la manifestation forte des EGM et sur la mobilisation pour la régularisation. Je suis tout à fait d'accord et ce serait bien que nous donnions nos avis là-dessus.

[11:54] riteamodo : RDV pour cela jeudi 26 pour la session consacrée à ce sujet :-)

[11:56] Denis LAURENT Tous Migrants 05 : ++ @Billotte pour le Droit de réponse

[11:56] Gilbert Pedot : On essaie un droit de réponse mais un réseau ne peut l'obtenir à coup sûr.